

## Revue des revues SIT 9 juin 2011

Beaucoup de matière ces deux derniers mois. Pour s'y retrouver, la présentation qui suit procède par cercles concentriques de plus en plus larges : des informations utiles au SIT dans un proche avenir ; puis des éléments susceptibles d'alimenter ses dossiers prioritaires ; ensuite quelques questions au syndicalisme ; enfin quatre débats de fond ; plus quelques brèves.

### 1. Echéances rapprochées

La Vie économique (organe du seco rappelons-le) prend bien soin de publier des articles visant à « former l'opinion » dans son sens sur des sujets qui sont ou vont devenir l'enjeu de débats politiques ou économiques. A lire pour comprendre d'où vient le vent.

➤ **Circulez, il n'y a (presque) rien à voir**

Sur la question délicate des mesures d'accompagnement à la libre circulation, le seco choisit un point de vue original : après avoir dit rapidement que tout va bien du côté de la surveillance du marché de l'emploi, tant par les commissions tripartites que paritaires, il se focalise sur la question des « résidents de courte durée soumis à l'obligation d'annonce » (augmentation de 92'830 à 147'113 entre 2005 et 2010), parmi lesquels il met en évidence la problématique des « prestataires de service indépendants », dont le nombre a presque triplé en 6 ans (de 5'471 à 14'738). Encore un coup de zoom et le seco signale qu'une partie des ces « indépendants » ne le sont pas, particulièrement dans le second œuvre (menuiserie, plâtrerie, peinture), ces « indépendants fictifs » étant les principales victimes de la sous-enchère salariale (dans 38 à 41% des entreprises contrôlées). Conclusion (subtile) du seco : les mesures d'accompagnement sont efficacement mises en œuvre et les contrôles appliqués partout, même dans ce secteur suspect mais marginal (0,52% de l'emploi) qu'on va tenir à l'œil.

**En savoir plus :** Indépendance fictive et prestation de services transfrontalières, La Vie économique 5-2011, pages 43-46 (annexées) + les rapports annuels du seco sur la mise en œuvre de mesures d'accompagnement ([www.seco.admin.ch](http://www.seco.admin.ch))

➤ **La santé coûte cher : tant mieux !**

Deux articles assez particuliers aussi traitent des dépenses de santé en Suisse. Le premier défend l'idée que, si les coûts sont très élevés (58 milliards, 11% du PIB), c'est bon pour l'économie. Parce que le secteur de la santé est le meilleur (et de loin) en termes de valeur ajoutée et d'emploi, parce que la santé est à la fois un bien de consommation « désirable » et un capital fournisseur de revenus. Autre bonne nouvelle selon le seco : la marge de croissance de ces coûts est encore importante. Bien sûr cela pèse sur les ménages, mais inégalement (14% de leur budget en moyenne, mais 22% pour les plus pauvres contre 11% pour les plus aisés) ... mais les réductions de primes pour les premiers compensent cette inégalité. Pas de souci donc : continuons comme ça, c'est « trop bon » pour l'économie.

Suit un second article qui vante l'efficacité du système de santé suisse en comparaison internationale. D'accord, les coûts sont les plus élevés du monde après les USA et la part que paient les ménages aussi la plus haute (après le Corée du Sud), mais c'est la faute aux hôpitaux : séjours trop longs que l'introduction des « forfaits par cas » devrait raccourcir, les salaires très élevés et le financement dual (Etat + assurances) moins efficace qu'un financement moniste (assurances seules). Bref, le système de

santé suisse coûte cher mais il est super-efficace et il faut juste « serrer la vis » dans la gestion des hôpitaux pour que tout soit parfait.

**En savoir plus :** Vie économique 4-2011, pages 55 à 62 (annexées) : Les effets économiques de la hausse des dépenses de santé et Caractéristiques et efficacité du système de santé suisse en comparaison internationale

➤ **L'accueil des enfants coûte cher : à cause du personnel**

Autre son de cloche dans l'article consacré à la Petite Enfance. Laissant de côté les parents de jour et le parascolaire, il « s'acharne » sur l'examen des « structure d'accueil collectif de jour » (les crèches). Le verdict tombe dès la première ligne : « Le potentiel des réduction du coût des places de crèche réside dans le contenu et la flexibilité des directives et réglementations ». Plus précisément : si l'encadrement est de 1 pour 5 enfants au lieu de 1 pour 6, ça coûte 20% de plus et encore 30% de plus si on passe à 1 pour 4 ; de plus si on a 2/3 de personnel qualifié au lieu de 1/2, ça coûte 15% de plus et encore 25% de plus si on passe à 4/5 de qualifiés ; enfin, des salaires allant « au-dessus des prix du marché » se répercutent entièrement sur les coûts. Principal canton visé dans la critique de cette « réglementations excessive » des crèches ... le canton de Genève.

**En savoir plus :** La réglementation régissant l'accueil extrafamilial des enfants, La Vie économique 5-2011, pages 47-50 (annexées), à partir d'une étude de Prognos.

➤ **Région transfrontalière : les entreprises françaises ont un œil sur Genève**

Cette fois, il ne s'agit plus de la Vie économique, mais de l'hebdomadaire savoyard Le Messager, qui publie deux articles sur l'intérêt des entreprises frontalières pour le marché suisse, à l'occasion d'une journée d'information organisée à leur intention à Archamps sous le titre : « Les clés du marché suisse ». En plus du thème « Vendre en Suisse » une place importante était faite à la « Réalisation de prestations de services : déplacement de personnes », avec information détaillée sur la réglementation concernant les travailleurs détachés. Un long entretien avec un industriel du décolletage permet de comprendre plus concrètement l'intérêt des patrons français pour le marché suisse, particulièrement dans les domaines horloger et médical.

**En savoir plus :** Marché suisse : les entreprises haut-savoyardes mobilisées et Le marché suisse, une opportunité pour les décolleteurs, Le Messager du 14.04.2011 (articles annexés).

## 2. Dossiers prioritaires SIT

Pas mal d'information ces deux derniers mois concernant trois des dossiers prioritaires du SIT : migrations, inégalités, fiscalité.

➤ **Forum migration : une échéance à saisir ?**

Cette année, le Forum mondial sur la migration et le développement (sigle anglais GFMD) aura lieu en Suisse, avec deux événements importants à Genève : la journée de la société civile suisse (29-30 novembre) et la rencontre des amis du Forum (1-2 décembre). Actuellement, c'est la DDC et des ONG de l'aide au développement qui se mobilisent pour faire entendre leurs voix (FGC, Terre des Hommes notamment). Comme l'un des trois thèmes du forum est consacré au travail (Labour mobility and development), il serait nécessaire qu'un point de vue syndical se fasse entendre et judicieux que cela soit celui du SIT. Comme toute la documentation est en anglais et que le SIT est membre de la FGC, je mets en annexe quelques documents traduits et

une invitation faite au SIT de participer au groupe migration de la FGC (prochaine séance le 17 juin)

**En savoir plus :** mail et documents FGC annexés + consulter site [www.gfmd.org](http://www.gfmd.org)

➤ **Contrôler les flux migratoires ?**

Entre la remise en question par l'Italie des accords de Schengen suite à l'arrivée des réfugiés du « printemps arabe » et, plus généralement les politiques de « l'immigration choisie » de plusieurs pays européens (France, Allemagne), le débat sur le « contrôle des flux migratoires » est relancé : législations et pratiques en matière de libre circulation, permis, réadmissions, demandes d'asile, expulsions, régularisations, impact économique, tout y passe. Cela concerne toute l'Europe et la Suisse, tant au plan juridique que du climat politique. Une double page du Monde mène l'enquête sur ces questions.

**En savoir plus :** Est-il possible de contrôler les flux migratoires / Les accords de Schengen sont-ils dépassés ? Le Monde du 12 avril 2011, article annexé

➤ **L'immigration ne menace pas l'emploi**

Coïncidence ou pas, la revue Alternatives économiques publie en mai un dossier intitulé « Immigration : le faux débat », qui comprend deux parties franco-française (« Comptes et légendes de l'immigration » et « Les dessous de la machine à expulser ») mais aussi une troisième analyse qui peut nous intéresser (« Pourquoi l'immigration ne menace pas l'emploi ») basée sur une étude mandatée par le PNUD et portant sur un suivi de la situation dans 74 pays entre 1980 et 2005 : impact positif sur le PIB ; impact sur les salaires faible et différent selon que les emplois occupés par les immigrés sont « substituables (baisse) ou complémentaires (augmentation) ; constat que « la concurrence joue essentiellement entre anciens immigrants et nouveaux arrivants ». Intéressant.

**En savoir plus :** Pourquoi l'immigration ne menace pas l'emploi, Alternatives économiques No 302, mai 2011, pages 64-66, article annexé.

➤ **On bosse ici, on reste ici**

Au sujet des sans papiers, trois approches à noter.

- Un livre (« On bosse ici, on reste ici ») qui parle de la grève des sans papiers qui se poursuit en France depuis le 15 avril 2008 à aujourd'hui, à la fois journal de bord et analyse du mouvement, avec notamment les contradictions existant entre les trois parties au conflit (et aussi en leur sein) : sans papiers et syndicats / employeurs / Etat.
- Un article sur l'occupation (avec la CGT) de huit femmes de chambre sans papier de l'hôtel où elles travaillent pendant le festival de Cannes pour demander leur régularisation.
- Une brève sur l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne qui interdit à la France d'emprisonner des sans papiers au seul motif de leur séjour irrégulier.

**En savoir plus :** On bosse ici, on reste ici, la grève des sans papiers, une aventure inédite, Alternatives économiques No 302, mai 2011, page 89 (annexé) ; A Cannes, huit femmes de chambre sans papiers occupent leur hôtel, Le Monde, 19 mai 2011, (annexé) ; Sans papiers : la prison hors la loi, Alternatives économiques No 303, juin 2011, page 26

➤ **Inégalités au travail : état des lieux**

Tous les 4 ans, l'OIT publie un « Rapport global en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail ». Celui de 2011 porte le titre très diplomatique suivant : « L'égalité au travail : un objectif qui reste à atteindre ». Toutes les formes de discriminations sont examinées. Si des progrès sont constatés en matière de VIH et Sida, le constat est sévère dans les autres domaines : « les discriminations fondées sur le sexe, la race et le statut migratoire sont très répandues », « l'égalité de rémunération reste hors de portée », « les plaintes pour harcèlement sexuel, discriminations liée à la grossesse et convictions religieuses » sont en augmentation. Pour couronner le tout, la crise économique fait reculer la lutte contre les discriminations et la défense des droits des salarié-e-s. 120 pages de lecture instructive.

**En savoir plus :** L'égalité au travail : un objectif qui reste à atteindre, OIT, résumé et table des matières annexés ; document complet téléchargeable sur [www.ilo.org](http://www.ilo.org) ou livre achetable 30 CHF

➤ **Capital, travail et inégalités**

Pour compléter ce tableau sur les inégalités sur le thème « la faute à qui ? », quelques réflexions viennent alimenter le débat :

- Le sociologue Loïc Wacquant, élève de Bourdieu, désigne bien sûr le néolibéralisme et son multipack « marché-dérégulation-précarité-individualisation-pénalisation » qui entraîne la montée des inégalités.
- Dans un livre qui suscite un vif débat, trois auteurs contestent l'idée que le mal vient d'une péjoration de la répartition de la valeur ajoutée entre capital et travail. Selon eux, elle reste stable : ce n'est pas le capital qui augmente sa part, mais la partage des revenus qui devient de plus en plus inégal : forte progression des hautes rémunérations et profits de plus en plus distribués en dividendes (donc pas réinvestis).
- Pour enfoncer le clou, des analyses mettent en évidence que le passage du capitalisme industriel au capitalisme financier accentue cet accroissement des inégalités : parmi ceux qui s'enrichissent, les cadres de la finance sont les plus « gâtés » : une multiplication de 8,7 de leurs rémunérations depuis 1996 ! Et plus le secteur financier est important dans un pays, plus ces inégalités de revenus augmentent.

**En savoir plus :** Loïc Wacquant : « La montée des inégalités met en danger la démocratie », Le Courrier, 11 avril 2011 ; Le partage de la valeur ajoutée, livre recensé dans Alternatives économiques No 302, page 85 ; Comment la finance fait exploser les inégalités, Alternatives économiques No 303, pages 40-41. Annexés.

➤ **Fiscalité des entreprises : un débat, un (mauvais) exemple**

Sur la question des avantages fiscaux que prévoit d'accorder David Hiler aux entreprises étrangères, Carlo Sommaruga et Blaise Matthey ont opposé leurs points de vue. Pour le premier, les pertes fiscales que cela entraîne se répercuteront sur le financement des prestations sociales en général et sur le logement social en particulier. Pour le second, c'est une bonne mesure pour la compétitivité genevoise et la création d'emplois dans le canton, qui doit anticiper pour que le logement suive ...

Bien qu'elle soit domiciliée à Zoug et non à Genève, l'entreprise Glencore, numéro un du négoce mondial (zinc, cuivre, aluminium, charbon, grain, pétrole) illustre tellement bien les enjeux fiscaux de ces multinationales que toute la presse en fait ses choux gras ces derniers temps. Quasi inconnue de tous il y a peu, ce mastodonte (145 milliards de

chiffre d'affaires, 3,8 milliards de bénéficiaires, 57'000 emplois dans le monde) s'était installé en Suisse pour des raisons fiscales (échapper à la justice américaine et bénéficier du taux ridicule d'imposition des holdings à Zoug). Sa décision d'entrer en Bourse à Londres le 24 mai dernier a non seulement placé sous les projecteurs Glencore, mais pourrait faire augmenter ses impôts de 20%. Un déménagement dans les îles anglo-normandes pourrait bien avoir lieu ... Un vrai roman dont s'inspirent nombre de multinationales du négoce pour s'installer à Genève.

**En savoir plus :** Débat sur la fiscalité des entreprises étrangères à Genève. Tribune de Genève du 15.04.11 (annexé) ; articles sur Glencore dans Le Monde (15.04.11), Le Temps (03.05.11), Le Courrier (21.05.11), Le Monde (25.05.11). Annexés.

### 3. Syndicalisme en question

Politiques d'austérité, montée des populismes, manque d'alternatives, les défis sont nombreux pour le syndicalisme, qui peine à trouver des réponses.

#### ➤ **Congrès CES : mollesse et divisions**

Les 16 et 19 mai derniers s'est tenu à Athènes le 12<sup>ème</sup> congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES) sur le thème « Mobilisation pour une Europe sociale ». La stratégie et le plan d'action 2011-2014 ont été discutés autour de 4 axes : réponse à la crise de l'euro et aux programmes d'austérité ; coordination de la politique conventionnelle et des salaires minimaux ; réponses aux attaques contre les droits des travailleurs et travailleuses ; mobilisation pour une Europe sociale. Les délégués de l'USS à ce congrès en tirent un bilan extrêmement sévère : « ni esprit ni volonté politique de contre-offensive déterminée » ; « congrès mou » ; « grand-messe », « replis nationaux ». La CES croit encore pouvoir fonctionner comme un simple lobby auprès de l'UE dans un esprit de « compromis social-démocrate » (dit l'USS) alors que la situation demande des actions. Résultat : adoption d'un « Manifeste d'Athènes » avec 20 priorités, mais celles-ci restent plus du domaine des intentions que de l'action puisque le congrès a refusé le lancement d'une initiative citoyenne européenne (ICE) « pour une Europe sans dumping salarial » (crainte de ne pas arriver à réunir 1 million de signatures avec 60 millions de membres !) et a reporté la discussion sur une politique européenne des salaires minimaux (crainte des syndicats nordiques et italien que cela tire les salaires vers le bas). Bref, la CES a besoin d'être redynamisée : ses membres plus combatifs et son nouveau président, plus progressiste (CCOO espagnoles) y parviendront-ils ?

**En savoir plus :** Manifeste d'Athènes et Rapport USS sur le congrès CES (annexés)

#### ➤ **Syndicalisme et populismes**

Tous les syndicats européens sont confrontés à la montée des populismes jusque dans leurs rangs. Comment combattre cette gangrène ? La Coordination syndicale départementale de la CGT de Saône-et-Loire en a débattu. Ras-le-bol de la crise, absence de perspectives et difficultés de la vie quotidienne poussent de plus en plus de membres CGT à glisser vers la xénophobie voire le racisme et à adopter les idées de « préférence nationale » du Front National. Tenir des discours sur l'apport des immigrés à l'économie, exclure les membres CGT qui passent au FN ne suffit pas. Il faut affronter les thèses « sociales » du programme du FN et les « déconstruire », remettre en avant les valeurs syndicales de solidarité. Cela suffira-t-il à remonter le courant des gens qui se sentent floués par la gauche et par la droite ? Pas sûr. Débat difficile qui nous renvoie à nos responsabilités face à l'UDC et au MCG.

**En savoir plus :** En Saône-et-Loire, le désarroi de la CGT face au FN, Le Monde, 21 mai 2011, annexé

#### 4. Débats de fond

En arrière-plan de l'action et de la réflexion syndicales, il y a des débats de fond qui conditionnent les réponses qu'on peut apporter. En voici quatre abordés dans les revues de cette période :

➤ **Quels repères économiques et sociaux ?**

Dirigeants, économistes et médias font sans cesse référence à des « indicateurs » pour justifier leurs décisions, prétendre mesurer le bien-être des gens, formater l'opinion publique. Le plus connu d'entre eux est l'omniprésent PIB (produit intérieur brut). Quelles sont ses limites ? Existe-t-il des alternatives, plus sociales ? Quel est l'enjeu démocratique de ces choix d'indicateurs ? Autant de questions importantes auxquelles tente de répondre un nouvel Hors-Série très « costaud » d'Alternatives économiques, en collaboration avec le collectif FAIR (Forum pour d'autres indicateurs de richesse). Impossible de résumer ici les 160 pages de ce dense ouvrage. Disons qu'il s'articule autour de trois thèmes : une critique sérieuse des graves insuffisances du PIB ; la présentation d'indicateurs alternatifs : IDH (indicateur de développement humain), IPH (indicateur de pauvreté humaine), IPF (indicateur de participation des femmes à la vie économique et politique), coefficient de Gini (indicateurs des inégalités), TSR (taux de sécurité des revenus) et bien d'autres ayant trait à la santé, à l'environnement, au bonheur ; les enjeux démocratiques de ces débats : quelle boussole pour choisir le bon cap ? L'un des intérêts du document, c'est que, pour une fois, les statistiques comprennent la Suisse : sur les 25 pays de l'OCDE, elle est au rang 8 pour le PIB, 9 pour l>IDH, 7 pour l'IPH, 13 pour l'IPF, 10 pour le TSR (sigles ci-dessus). Mais l'intérêt principal est ailleurs : l'ouvrage aide à comprendre l'importance des indicateurs dans « leur capacité à formater notre vision de la réalité, influencer nos jugements, susciter actions et décisions »

**En savoir plus :** La richesse autrement, Alternatives économiques, hors série No 48, mars 2011. Table des matières annexée. Exemplaire disponible chez Jean-Luc

➤ **Mondialisation/démondialisation**

Autre débat d'orientation : pour sortir de la crise faut-il augmenter encore la mondialisation (hypermondialisation) ou au contraire en sortir au plus vite ? Dossier nuancé d'Alternatives économiques sur la question : risques et dégâts + absence de gouvernance d'un côté, danger du repli national(iste) et d'instabilité de l'autre, voie moyenne entre deux (rééquilibrage avec la montée des pays émergents, construction d'une gouvernance mondiale intégrant normes sociales et environnementales). Débat entre deux économistes sur le sujet.

**En savoir plus :** Mondialisation : le début de la fin ? Alternatives économiques No 303, juin 2011, pages 55-64, annexées

➤ **Le retour de l'insécurité sociale**

Leçon de rattrapage pour celles et ceux qui n'ont pas lu Castel : il résume sa pensée dans un article très accessible de 4 pages. Depuis le XIXème siècle, à force de luttes difficiles, l'insécurité sociale (vivre au jour le jour ... si on n'est pas propriétaire) s'est petit à petit résorbée par la conquête de droits pour toutes et tous (droit du travail + droits sociaux). Depuis une vingtaine d'années, ce statut salarial s'est « détricoté »

sous les coups de boutoir du néolibéralisme et conduit à un retour d'une insécurité généralisée (le « précarité »). Comment reconstruire une protection sociale ? Selon Castel, ni par une révolution (on reste en régime capitaliste), ni en se cramponnant aux acquis (le cadre a changé), mais en négociant un nouveau « compromis social ».

**En savoir plus :** Le retour de l'insécurité sociale, Alternatives économiques Hors-Série No 89, pages 28-31, annexées.

➤ **L'économie sociale et solidaire (ESS) : alternative ou pas ?**

L'ESS peut-elle contribuer à faire changer la société ? Philippe Frémeaux consacre un livre à cette question et apporte une réponse nuancée : certes, l'ESS porte des valeurs de coopération et de solidarité, pratique la démocratie en entreprise, démontre que le profit n'est pas le seul moteur possible de l'économie, mais elle ne se distingue pas vraiment des autres acteurs économiques : soit insérées dans le marché, soit imbriquées dans le fonctionnement de l'Etat, les entreprises ESS ne sont pas (encore) une vraie alternative au capitalisme.

**En savoir plus :** La nouvelle alternative ? Enquête sur l'économie sociale et solidaire, livre de Philippe Frémeaux, Editions Les petits matins ; A la recherche de l'alternative perdue, résumé dans Alternatives économiques No 303, pages 74-76, annexé.

## 5. Quelques brèves

- **Economistes suisses alternatifs :** après certains économistes français, des économistes suisses se rebiffent contre le courant dominant (article annexé Alternatives économiques 302)
- **Facebook et syndicalisme :** un syndicaliste lausannois qui mobilisait ses collègues par SMS, mails et Facebook est menacé de licenciement ; le SEV le défend (Le Courrier 12.04.11)
- **Swissport antisyndical à Paris aussi :** suite à la nouvelle loi française sur la représentativité, Swissport refuse le délégué désigné par les syndicats à l'aéroport Charles-de-Gaulle sous un prétexte purement formel (Le Monde 31.05.11)
- **Services à la personne et salaires :** une étude détaillée à partir des données statistiques de 12 pays montre que les salariées du secteur sont moins bien payées que dans les autres emplois de l'économie, alors qu'elles ont souvent un niveau de formation plus élevé, dumping d'autant plus fort lorsque la syndicalisation est faible (Alternatives économiques 303)
- **Le rôle des sondages :** à l'occasion de la présidentielle française, le rôle des sondages est dénoncé : ils ne photographient pas l'opinion, ils la fabriquent (Alternatives économiques 302)
- **Et toujours : la souffrance au travail :** le thème de la souffrance au travail continue de susciter de nombreuses publications, dont un livre sur les causes du phénomène (les nouveaux systèmes managériaux) et un autre sur la manière de réagir (aspects juridiques, médicaux, psychologiques et syndicaux). Alternatives économiques 303 et Le Monde 15-16.05.11.